



3^{ème} trimestre 2016
défaillances et sauvegardes
d'entreprises en France

A PROPOS D'ALTARES > www.altares.com

Acteur de premier plan de la Data Economy, Altares a pour mission de valoriser le capital Data de ses clients, en transformant leur patrimoine informationnel en performance économique. Partenaire de confiance indépendant, le Groupe apporte aux décideurs une vision prospective et contextualisée des enjeux business de la nouvelle économie.

Dans un monde en mutation, mondialisation, cloud, big data, open data... Altares collecte, agrège, analyse, enrichit et structure les données afin de les rendre « intelligentes » et d'en faire un outil décisionnel agile pour les Directions Générales et opérationnelles des entreprises. Le Groupe aide ainsi ses clients à faire de leurs données un levier de croissance.

Partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI et PME en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 250 millions d'entreprises dans 220 pays.

Le groupe Altares est présent dans 7 pays (France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Maroc, Tunisie, Algérie), compte 500 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 120 millions d'euros.

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance. Ces analyses sont consultables en ligne, sur le site www.altares.com et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 15 NOVEMBRE 2016

PALMARES ALTARES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2016

Forte diminution des défaillances d'entreprises durant l'été (-12%/2015 T3).

Le bâtiment tire la tendance et l'Île-de-France s'installe à son tour dans le vert.

Nanterre, le 15 novembre 2016 – La société Altares, acteur de premier plan de la Data Economy, membre du réseau Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, présente son étude trimestrielle sur les défaillances d'entreprises en France au cours du 3^{ème} trimestre 2016.

« Depuis avril 2009, le nombre de défaillances d'entreprises en données glissées sur 12 mois restait bloqué au seuil des 60000, et avait même établi en février 2014 un record à 64500. 2015 s'achevait sur plus de 63000 procédures. 2016 marque enfin un changement de cap ! La baisse de la sinistralité des entreprises s'accélère et se propage à l'ensemble de l'économie », observe Thierry Millon, Directeur des études Altares.

En comparaison avec les mêmes périodes précédentes, le nombre d'ouvertures de procédures collectives recule de 5% sur douze mois, de près de 8% sur les neuf premiers mois de l'année et 12% sur le troisième trimestre. **L'été 2016 a été le meilleur depuis 2008** retombant, comme en début de crise, sous la barre des 12 000 procédures.

Les PME de plus de 50 salariés confirment le point bas de vulnérabilité qu'elles avaient déjà atteint durant l'été 2015 ; 71 ont défailli ce troisième trimestre, un nombre au plus bas depuis huit ans et deux fois inférieur à celui constaté durant l'été 2009. Cette moindre fragilité des entreprises, notamment des PME, favorise le maintien de l'emploi. **Moins de 40 000 emplois (39 400) sont ainsi menacés** par les défaillances d'entreprises prononcées ce troisième trimestre, un nombre en recul de 16% par rapport à l'été 2015 et historiquement bas. En comparaison avec l'été 2009, très lourd pour les PME, près de 19 000 emplois ont été préservés sur les seuls trois mois estivaux.



NANTERRE, LE MARDI 15 NOVEMBRE 2016

« La vigueur retrouvée dont témoigne ce troisième trimestre confirme que l'activité des entreprises a repris des couleurs. Si celle-ci doit permettre à terme de stimuler plus fortement la création d'emplois, le reflux des défaillances offre une meilleure pérennité des emplois, et par voie de conséquence, une baisse des impayés de salaires. » ajoute Thierry Millon. « Dans son bulletin trimestriel d'octobre, l'Association pour la gestion du régime de Garantie des créances des Salariés (AGS) constate une baisse marquée des avances sur douze mois (à fin septembre de 14,6% à 1,816 milliard). »

Défaillances d'entreprises par type de procédure au cours des 3^{èmes} trimestres sur cinq ans

(Données arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année)

	T3 2012	T3 2013	T3 2014	T3 2015	T3 2016	Evolution T3 2016/2015
Sauvegardes	327	356	375	330	254	-23,0%
Redressements Judiciaires	3 585	3 801	3 816	3 729	3 318	-11,0%
Liquidations Judiciaires	8 496	9 237	9 654	8 915	7 850	-11,9%
Total Ouvertures	12 408	13 394	13 845	12 974	11 422	-12,0%
Dont PME > 50 salariés	89	114	120	72	71	-1,4%
Total Emplois menacés	50 500	53 500	56 400	47 000	39 400	-16,2%
Total Ouvertures 12 mois glissés	60 284	63 955	64 162	63 246	60 090	-5,0%

Le troisième trimestre 2016 témoigne donc de l'accélération de la baisse des défaillances d'entreprises engagée depuis le début de l'année. 11 422 jugements d'ouverture de procédures collectives (-12%) ont été prononcés par les tribunaux au cours de l'été 2016.

Précisément, à peine plus de **250 procédures de sauvegardes** (-23%) ont été accordées, un nombre jamais tombé aussi bas depuis le dernier trimestre 2008. Rappelons que sur les deux premières années de son application, la sauvegarde introduite en 2006 comptabilisait en moyenne 150 ouvertures par trimestre.

Plus significatif encore de la moindre fragilité des entreprises, **les cessations de paiement (RJJ)** reculent elles-aussi fortement (-11% pour les RJ et -12% pour les LJ) tombant à moins de 11 200, un volume trimestriel au plus bas depuis l'été 2008.

NANTERRE, LE MARDI 15 NOVEMBRE 2016

Toutes les tailles d'entreprises s'inscrivent dans le vert, notamment les plus petites, celles de moins de trois salariés (-8%) qui représentent les trois quarts des ouvertures de procédures. Au-delà de trois salariés et jusqu'à cent salariés, la tendance est encore plus solide (-22%). A partir de cent salariés, l'évolution semble défavorable (+ 17%), mais l'été 2015 avait atteint un point bas et l'été 2016 ne compte que 34 sociétés. De plus, ces grandes structures ont généralement évité la liquidation judiciaire. Notons que 7 d'entre elles, soit une sur cinq, se situent dans l'action sociale (4 dans l'aide à domicile ou la santé (3 cliniques)).

Quand le bâtiment va ...

La construction concentre le quart des défaillances d'entreprises ; alors quand le bâtiment va mieux, l'horizon semble se dégager pour toute l'activité économique.

Le nombre de jugements d'ouvertures recule de 15% dans la construction (3 012) et même 17% dans le seul secteur du bâtiment (2 545). La plupart des corps de métiers enregistre de fortes améliorations. Dans le second œuvre, les défaillances reculent de 16%, voire plus rapidement encore dans la menuiserie métallique (-35%) ou bois (-20%), le revêtement des sols et murs (-26%) ou l'installation électrique (-27%). La baisse atteint 19% dans le gros œuvre, en particulier en maçonnerie générale (-22%) ou en construction de maisons individuelles (-21%) et 26% dans les travaux publics. La dynamique profite à l'ensemble des activités connexes. La sinistralité recule de 23% en commerce interentreprises de matériaux de construction, 21% dans l'industrie du bois et matériaux ou 13% dans les activités d'architectures.

Le commerce est la deuxième composante des défaillances et concentre plus d'une procédure sur cinq (2 590).

Les activités passent dans le vert cet été (-9%), mais insuffisamment pour inverser la tendance à neuf mois (+2%). Le commerce de véhicules s'inscrit sur une bonne dynamique (-21%), mais l'entretien et la réparation (+6%) et la vente d'équipements au détail (+7%) peinent encore.

Les activités de détail enregistrent une forte baisse des dépôts de bilan (-13%), tirée en particulier par l'équipement du foyer (-36%), dont significativement le meuble (-42%).

A l'inverse, la vente d'habillement ne parvient pas à trouver la clé de la reprise, et le nombre de défaillances se stabilise depuis trois étés, aux environs de 340 jugements par trimestre. La vente de chaussures va mieux, mais celle du vêtement vire au rouge, en magasins (+5%) et plus encore sur les marchés (+33%). L'industrie du vêtement est en ligne avec celle du commerce avec une hausse de 4% des jugements de manufacturiers. Les grossistes semblent toutefois mieux résister (-21%).

L'industrie est encore bien orientée ce troisième trimestre (-11%) dans l'alimentaire (-13%) comme en manufacture (-11%). Outre les activités liées au bâtiment, la métallurgie-mécanique évolue

NANTERRE, LE MARDI 15 NOVEMBRE 2016

également très favorablement (-24%) comme l'industrie de l'ameublement (-30%), faisant écho aux bons chiffres du commerce.

Les entreprises de services peuvent elles aussi souffler. Les tendances sont très nettes dans les métiers de l'information et communication (-20%), mais encore hésitantes (-1%) en informatique et édition de logiciels, qui conserve sur neuf mois une augmentation forte du nombre de défaillances (+8%). Le transport routier de marchandises enregistre également une évolution très marquée (-19%) tandis que les autres activités de transport patinent (-1%), voire dérapent de +53% pour les taxis.

Les défaillances d'entreprises de services scientifiques et techniques reculent de 8%, une baisse tirée en particulier par l'ingénierie (-13%). Les services administratifs s'améliorent plus rapidement (-14%) sur le troisième trimestre, mais demeurent dans le rouge sur les neuf premiers mois (+2%).

Les services à destination des particuliers sont également bien orientés (-13%), tout particulièrement dans la coiffure (-19%) qui avait fortement souffert durant l'été 2015. La restauration consolide le redressement observé depuis le début de l'année (-8%) porté par la restauration à table (-12%).

Ces chiffres fort encourageants échappent cependant à d'autres activités.

C'est le cas de la santé humaine et de l'action sociale (+5%), des activités récréatives (+8%), principalement liées au sport, ou de l'enseignement (+5%).

La tendance sectorielle la plus lourde est observée dans **l'agriculture** où les défaillances sont encore en forte hausse sur trois mois (+8%), basculant ainsi dans le rouge sur neuf mois (+2%). L'évolution paraît importante en chasse-pêche-forêt, mais le nombre de procédures avait été particulièrement bas durant l'été 2015 dans l'exploitation forestière. C'est bien l'élevage qui concentre les risques les plus élevés ; le nombre de défaillances d'exploitations explose de 14% sur l'été 2016 (+6% sur neuf mois). La moitié d'entre elles se situent dans l'élevage de vaches laitières et d'autres bovins.

L'Île de France repart de l'avant

La région francilienne porte une défaillance sur cinq. Ses tendances orientent donc fortement l'évolution nationale. Or, si le deuxième trimestre était encore tendu, cet été enregistre une sensible amélioration. Le nombre d'ouvertures de procédures recule de 10% sur l'impulsion du bâtiment (-18%) et de la restauration (-11%). Le commerce de détail francilien ne parvient toutefois pas encore à renverser la tendance (+2%).

Provence-Alpes-Côte-D'azur (-13%) et Auvergne-Rhône-Alpes (-11%) s'inscrivent également sur de bonnes trajectoires ; ensemble, ces deux régions concentrent près du quart des défaillances d'entreprises.

NANTERRE, LE MARDI 15 NOVEMBRE 2016

Occitanie et Nouvelle Aquitaine, régions nouvelles voisines, comptabilisent un peu plus de 1 000 procédures, chacune en retrait, respectivement, de 19% et 12%. Dans les Hauts-de-France, le nombre de jugements est comparable aux deux régions du sud, mais l'amélioration est moindre à -6%.

Le reflux des défaillances est observé dans quasi tous les territoires, notamment en Grand Est (-8%), même si l'Alsace n'a pas encore basculé dans le vert (+3%), freinée par un secteur du bâtiment toujours sinistré.

La Corse fait figure d'exception avec une dégradation forte (+74%) principalement constatée dans le bâtiment et la restauration.

2016 mettra-elle fin à huit années de «sur sinistralité» des entreprises ?

«A fin septembre, le volume des défaillances d'entreprises s'approche de 60 000, suggérant que ce compteur sera, comme attendu, enfin débloqué d'ici la fin de l'année. Nous pourrions être aux environs de 59 000 procédures, soit encore très au-dessus des 50 000 enregistrées avant crise, mais la voie est tracée.» conclut Thierry Millon

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2016 9

- 9 Nombre de défaillances d'entreprises au cours des 3^{èmes} trimestres sur 5 ans
 Nombre de défaillances d'entreprises par tranche d'effectif
 Nombre de défaillances d'entreprises par tranche d'âge
- 10 Nombre de défaillances d'entreprises par région
- 11 Nombre de défaillances d'entreprises par activité
- 12 Les sociétés de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires placées en SAUVEGARDE, RJ ou LJ (ouvertures)
 au 3^{ème} Trimestre 2016
- 13 Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 5 ans
 (Données 12 mois glissants - septembre 2011 à septembre 2016)
- 14 Carte d'évolution des défaillances par Région 2016-T3 / 2015-T3

MÉTHODOLOGIE 15

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES 9 PREMIERS MOIS 2016 18

- 19 Nombre de défaillances d'entreprises par tranche d'effectif
 Nombre de défaillances d'entreprises par tranche d'âge
- 20 Nombre de défaillances d'entreprises par région
- 21 Nombre de défaillances d'entreprises par activité

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES D'ENTREPRISES EN FRANCE

3^{ÈME} TRIMESTRE 2016

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2016

Situation provisoire arrêtée au 15 octobre de chaque année.

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU COURS DES 3^{ÈMES} TRIMESTRES SUR 5 ANS

	2012 - T3	2013 - T3	2014 - T3	2015 - T3	2016 - T3	Évolution T3 2016/2015
Sauvegarde	327	356	375	330	254	-23,0%
Redressements Judiciaires	3 585	3 801	3 816	3 729	3 318	-11,0%
Liquidations Judiciaires	8 496	9 237	9 654	8 915	7 850	-11,9%
Total Ouvertures	12 408	13 394	13 845	12 974	11 422	-12,0%
Dont PME > 50 salariés	89	114	120	72	71	-1,4%
Total Emplois menacés	50 500	53 500	56 400	47 000	39 400	-16,2%
Total Ouvertures 12 mois glissés	60 284	63 955	64 162	63 246	60 090	-5,0%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR TRANCHE D'EFFECTIF

EFFECTIFS	2015 - T3	2016 - T3	Évolution T3 2016/2015
0 à 2 salariés	9 147	8 411	-8,0%
3 à 5 salariés	1 969	1 556	-21,0%
6 à 9 salariés	939	718	-23,5%
10 à 19 salariés	586	479	-18,3%
20 à 49 salariés	261	187	-28,4%
50 à 99 salariés	43	37	-14,0%
100 à 199 salariés	18	20	11,1%
200 salariés et plus	11	14	27,3%
TOTAL FRANCE	12 974	11 422	-12,0%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

ÂGES	2015 - T3	2016 - T3	Évolution T3 2016/2015
moins de 3 ans	2 716	2 280	-16,1%
3 à 5 ans	3 692	3 202	-13,3%
6 à 10 ans	3 003	2 641	-12,1%
11 à 15 ans	1 367	1 301	-4,8%
16 à 50 ans	2 120	1 928	-9,1%
51 ans et plus	76	70	-7,9%
TOTAL FRANCE	12 974	11 422	-12,0%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION

RÉGIONS	2015 - T3	2016 - T3	Évolution T3 2016/2015
GRAND EST	905	836	-7,6%
<i>Alsace</i>	306	316	3,3%
<i>Lorraine</i>	235	192	-18,3%
<i>Champagne-Ardenne</i>	364	328	-9,9%
NOUVELLE-AQUITAINE	1 167	1 026	-12,1%
<i>Aquitaine</i>	667	614	-7,9%
<i>Limousin</i>	157	122	-22,3%
<i>Poitou-Charentes</i>	343	290	-15,5%
AUVERGNE — RHÔNE-ALPES	1 604	1 433	-10,7%
<i>Auvergne</i>	195	199	2,1%
<i>Rhône-Alpes</i>	1 409	1 234	-12,4%
BRETAGNE	537	475	-11,5%
BOURGOGNE — FRANCHE-COMTÉ	485	407	-16,1%
<i>Bourgogne</i>	261	262	0,4%
<i>Franche-Comté</i>	224	145	-35,3%
CENTRE - VAL DE LOIRE	502	358	-28,7%
CORSE	54	94	74,1%
ÎLE-DE-FRANCE	2 577	2 322	-9,9%
OCCITANIE	1 260	1 026	-18,6%
<i>Languedoc-Roussillon</i>	706	551	-22,0%
<i>Midi-Pyrénées</i>	554	475	-14,3%
HAUTS-DE-FRANCE	1 067	1 008	-5,5%
<i>Nord-Pas-de-Calais</i>	744	688	-7,5%
<i>Picardie</i>	323	320	-0,9%
PAYS DE LA LOIRE	693	543	-21,6%
NORMANDIE	621	515	-17,1%
<i>Basse-Normandie</i>	255	223	-12,5%
<i>Haute-Normandie</i>	366	292	-20,2%
PROVENCE — ALPES CÔTE-D'AZUR	1 320	1 149	-13,0%
DOM ET ÉTRANGER	182	230	26,4%
TOTAL FRANCE	12 974	11 422	-12,0%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR ACTIVITÉ

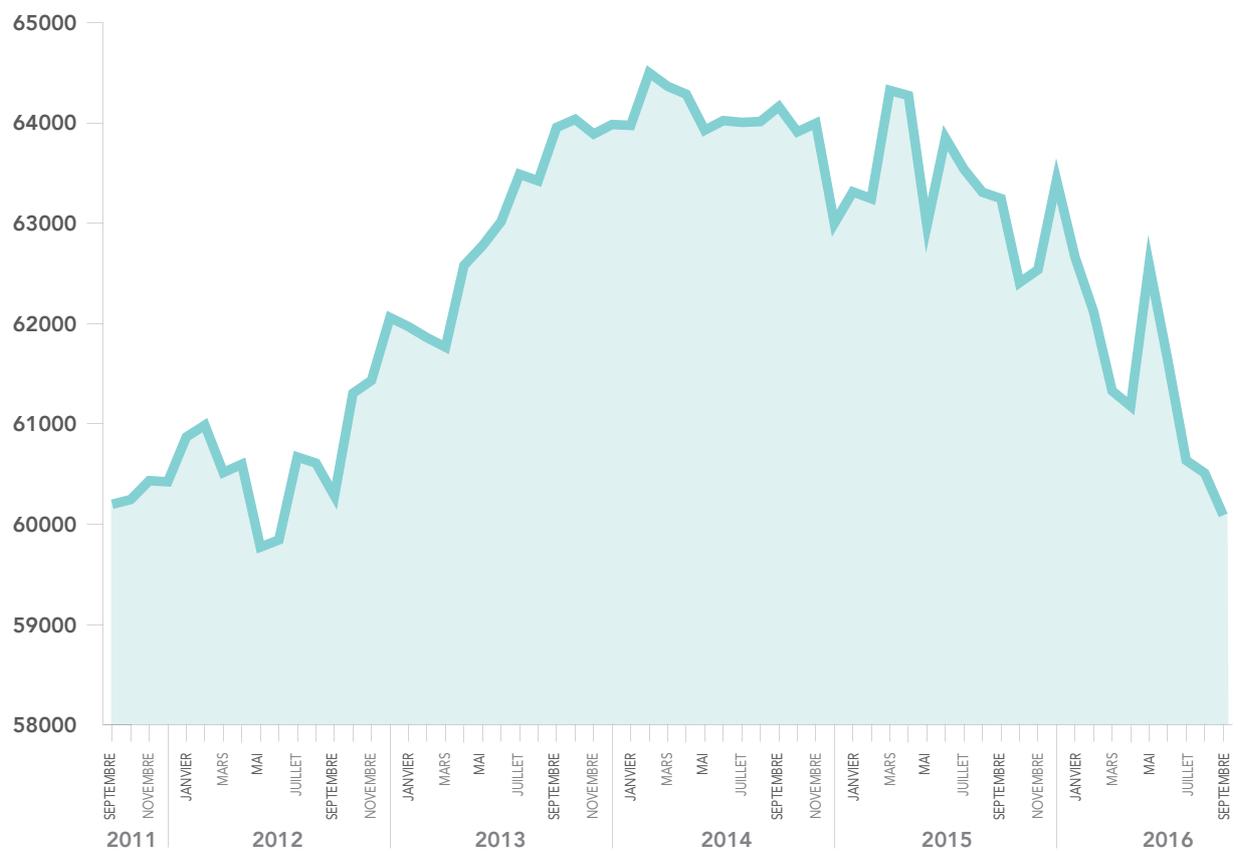
ACTIVITÉS	2015 - T3	2016 - T3	Évolution T3 2016/2015
AGRICULTURE	238	258	8,4%
<i>Chasse, pêche, forêt</i>	45	53	17,8%
<i>Culture</i>	91	89	-2,2%
<i>Élevage</i>	102	116	13,7%
CONSTRUCTION	3 547	3 012	-15,1%
<i>Bâtiment</i>	3 074	2 545	-17,2%
<i>Immobilier</i>	473	467	-1,3%
COMMERCE	3 057	2 590	-15,3%
<i>Commerce & réparation de véhicules</i>	448	409	-8,7%
<i>Commerce de détail</i>	1 916	1 665	-13,1%
<i>Commerce interentreprises</i>	693	516	-25,5%
INDUSTRIE	916	811	-11,5%
<i>Industrie agroalimentaire</i>	347	302	-13,0%
<i>Industrie hors agroalimentaire</i>	569	509	-10,5%
INFORMATION & COMMUNICATION	300	272	-9,3%
<i>Services informatiques & édition de logiciels</i>	164	163	-0,6%
<i>Autres activités information & communication</i>	136	109	-19,9%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	393	342	-13,0%
<i>Transport routier de marchandises</i>	268	218	-18,7%
<i>Autres activités de transport</i>	125	124	-0,8%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	74	78	5,4%
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 532	1 362	-11,1%
<i>Activités scientifiques & techniques</i>	758	696	-8,2%
<i>Services administratifs aux entreprises</i>	774	666	-14,0%
SERVICES AUX PARTICULIERS	546	477	-12,6%
<i>Activités de réparation</i>	72	64	-11,1%
<i>Coiffeurs, soins de beauté et corporels</i>	387	318	-17,8%
<i>Autres services à la personne</i>	87	95	9,2%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 756	1 580	-10,0%
<i>Hébergement</i>	109	71	-34,9%
<i>Restauration</i>	1 378	1 262	-8,4%
<i>Débites de boissons</i>	269	247	-8,2%
AUTRES ACTIVITÉS	615	640	4,1%
<i>Santé humaine & action sociale</i>	170	179	5,3%
<i>Activités récréatives</i>	183	197	7,7%
<i>Enseignement</i>	164	172	4,9%
<i>Autres activités</i>	98	92	-6,1%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	12 974	11 422	-12,0%

LES SOCIÉTÉS DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES
PLACÉES EN SAUVEGARDE, RJ OU LJ (OUVERTURES) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2016

RAISON SOCIALE	DPT	ANNÉE CRÉATION	ACTIVITÉ	CHIFFRE D'AFFAIRE EN M€	EFFECTIF	MOIS DE LA PROCÉDURE
ALTIS SEMICONDUCTOR	75	1999	Fabrication de composants électroniques	NC	1000	08
OGER INTERNATIONAL	93	1978	Ingénierie, études techniques	103,5	268	09
SOTRALENTZ CONSTRUCTION	67	1999	Fabrication d'articles en fils métalliques	80,6	160	09
T&S - TRUCKS & STORES (OUTIROR - DIRECT DELTA - OYE-OYE)	37	2008	Commerces de détail sur éventaires et marché	78,6	239	09
ETS ZILLI	69	1965	Fabrication de vêtements de dessus	61,8	203	08
VAN HULLE AGRO-DISTRIBUTION	76	2001	Négoce en céréales	57,1	16	07
APPROVAL	94	1976	commerce interentreprises de viandes de boucherie	54,6	43	09
SOTRALENTZ PACKAGING SA	67	1999	fabrication de conteneurs en plastique	53,8	157	09
REGICOM (TOP ANNONCES)	13	1979	Régie publicitaire de médias	50,6	340	09
DARBO SAS	40	1965	Fabrication de placage et de panneaux de bois	44,6	141	09
SUPRA	67	1958	Fabrication d'appareils ménagers non électriques	35,6	208	09
SOTRALENTZ METAL INDUSTRIES SA	67	1984	Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie	34,4	199	09
DELPierre - MER ET TRADITION	62	1993	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	31,8	158	09

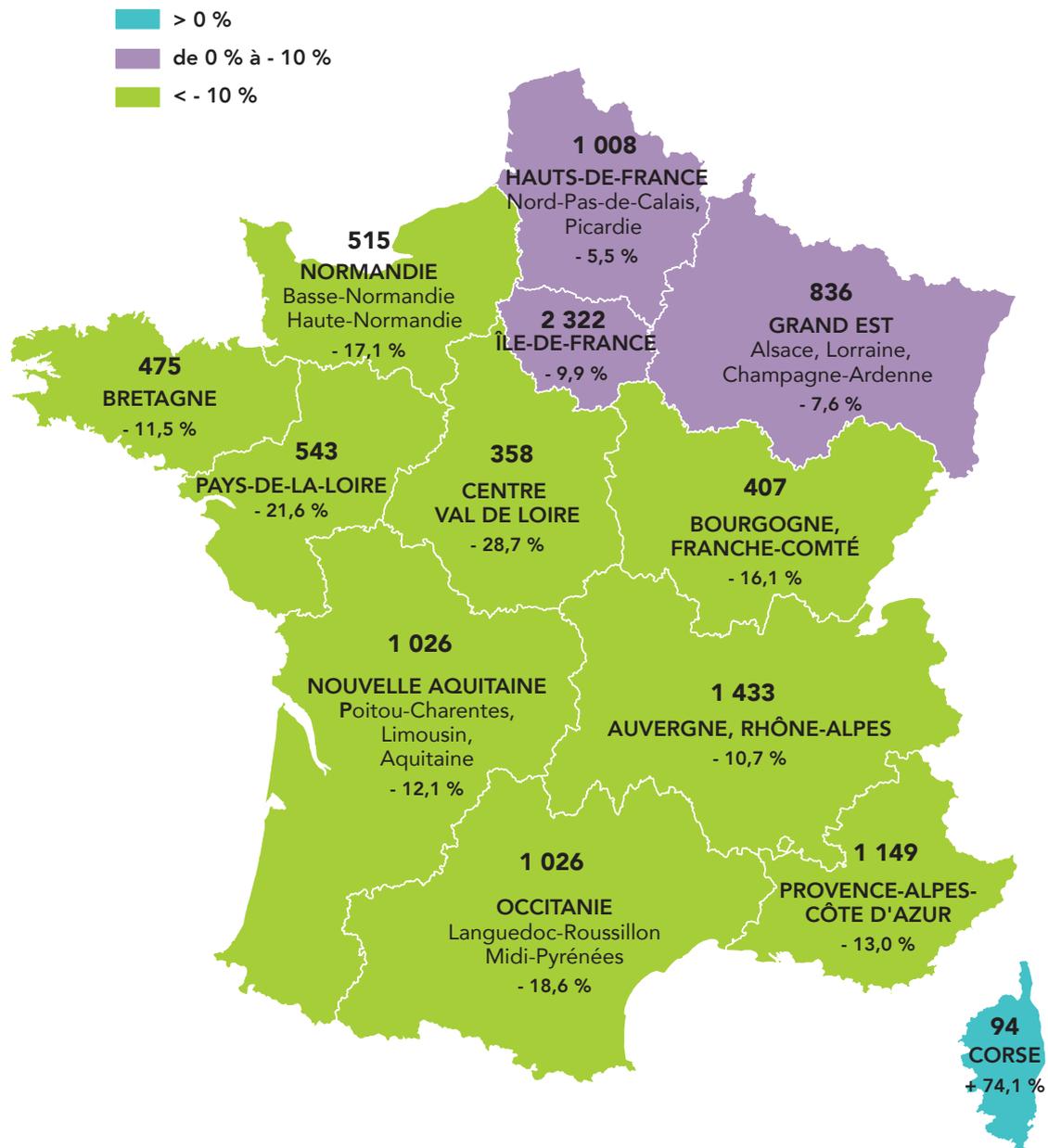
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 5 ANS

(DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - SEPTEMBRE 2011 À SEPTEMBRE 2016)



CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES PAR RÉGION 2016-T3 / 2015-T3

SOURCE ALTARES



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'**ouverture** d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ; Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République) soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40% le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCES :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro Siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altaires collecte ainsi près de 4000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altaires collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altaires est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance retenue par Altaires est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altaires sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altaires de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

DONNÉES SUR L'EMPLOI OU LE CHIFFRE D'AFFAIRES :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altaires à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altaires peuvent pallier l'absence de documents comptables.

ANNEXES : SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS ET CODES NAF ASSOCIÉS :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage ...)	77 à 82 ET 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Autres activités	94 ET 99

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES D'ENTREPRISES EN FRANCE

9 PREMIERS MOIS 2016

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 9 PREMIERS MOIS 2016

Situation provisoire arrêtée au 15 octobre de chaque année.

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR TRANCHE D'EFFECTIF

EFFECTIFS	9 mois 2015	9 mois 2016	Évolution 9 mois 2016/2015
0 à 2 salariés	33 216	31 714	-4,5%
3 à 5 salariés	7 158	6 163	-13,9%
6 à 9 salariés	3 374	2 890	-14,3%
10 à 19 salariés	2 218	1 760	-20,6%
20 à 49 salariés	1 016	819	-19,4%
50 à 99 salariés	189	162	-14,3%
100 à 199 salariés	78	76	-2,6%
200 salariés et plus	45	34	-24,4%
TOTAL FRANCE	47 294	43 618	-7,8%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

ÂGES	9 mois 2015	9 mois 2016	Évolution 9 mois 2016/2015
moins de 3 ans	7 958	7 195	-9,6%
3 à 5 ans	14 113	13 130	-7,0%
6 à 10 ans	11 612	10 680	-8,0%
11 à 15 ans	5 149	4 938	-4,1%
16 à 50 ans	8 184	7 431	-9,2%
51 ans et plus	278	244	-12,2%
TOTAL FRANCE	47 294	43 618	-7,8%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION

RÉGIONS	9 mois 2015	9 mois 2016	Évolution 9 mois 2016/2015
GRAND EST	3 502	3 437	-1,9%
<i>Alsace</i>	1 193	1 323	10,9%
<i>Lorraine</i>	833	721	-13,4%
<i>Champagne-Ardenne</i>	1 476	1 393	-5,6%
NOUVELLE-AQUITAINE	4 372	3 717	-15,0%
<i>Aquitaine</i>	2 516	2 229	-11,4%
<i>Limousin</i>	550	448	-18,5%
<i>Poitou-Charentes</i>	1 306	1 040	-20,4%
AUVERGNE — RHÔNE-ALPES	5 646	5 152	-8,7%
<i>Auvergne</i>	735	696	-5,3%
<i>Rhône-Alpes</i>	4 911	4 456	-9,3%
BRETAGNE	1 921	1 738	-9,5%
BOURGOGNE — FRANCHE-COMTÉ	1 773	1 562	-11,9%
<i>Bourgogne</i>	1 016	943	-7,2%
<i>Franche-Comté</i>	757	619	-18,2%
CENTRE - VAL DE LOIRE	1 760	1 487	-15,5%
CORSE	258	326	26,4%
ÎLE-DE-FRANCE	9 381	9 129	-2,7%
OCCITANIE	4 549	3 941	-13,4%
<i>Languedoc-Roussillon</i>	2 504	2 128	-15,0%
<i>Midi-Pyrénées</i>	2 045	1 813	-11,3%
HAUTS-DE-FRANCE	3 736	3 521	-5,8%
<i>Nord-Pas-de-Calais</i>	2 672	2 447	-8,4%
<i>Picardie</i>	1 064	1 074	0,9%
PAYS DE LA LOIRE	2 388	1 991	-16,6%
NORMANDIE	2 129	1 925	-9,6%
<i>Basse-Normandie</i>	927	793	-14,5%
<i>Haute-Normandie</i>	1 202	1 132	-5,8%
PROVENCE — ALPES CÔTE-D'AZUR	4 970	4 401	-11,4%
DOM ET ÉTRANGER	909	1 291	42,0%
TOTAL FRANCE	47 294	43 618	-7,8%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR ACTIVITÉ

ACTIVITÉS	9 mois 2015	9 mois 2016	Évolution 9 mois 2016/2015
AGRICULTURE	995	1 019	2,4%
<i>Chasse, pêche, forêt</i>	165	195	18,2%
<i>Culture</i>	426	397	-6,8%
<i>Élevage</i>	404	427	5,7%
CONSTRUCTION	13 561	11 984	-11,6%
<i>Bâtiment</i>	11 618	10 092	-13,1%
<i>Immobilier</i>	1 943	1 892	-2,6%
COMMERCE	10 428	9 494	-9,0%
<i>Commerce & réparation de véhicules</i>	1 499	1 523	1,6%
<i>Commerce de détail</i>	6 483	5 895	-9,1%
<i>Commerce interentreprises</i>	2 446	2 076	-15,1%
INDUSTRIE	3 321	3 066	-7,7%
<i>Industrie agroalimentaire</i>	1 180	1 090	-7,6%
<i>Industrie hors agroalimentaire</i>	2 141	1 976	-7,7%
INFORMATION & COMMUNICATION	1 053	1 034	-1,8%
<i>Services informatiques & édition de logiciels</i>	584	628	7,5%
<i>Autres activités information & communication</i>	469	406	-13,4%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	1 291	1 259	-2,5%
<i>Transport routier de marchandises</i>	940	858	-8,7%
<i>Autres activités de transport</i>	351	401	14,2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	301	289	-4,0%
SERVICES AUX ENTREPRISES	5 632	5 527	-1,9%
<i>Activités scientifiques & techniques</i>	2 784	2 632	-5,5%
<i>Services administratifs aux entreprises</i>	2 848	2 895	1,7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 988	1 779	-10,5%
<i>Activités de réparation</i>	254	228	-10,2%
<i>Coiffeurs, soins de beauté et corporels</i>	1 349	1 189	-11,9%
<i>Autres services à la personne</i>	385	362	-6,0%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	6 348	5 846	-7,9%
<i>Hébergement</i>	460	351	-23,7%
<i>Restauration</i>	4 946	4 600	-7,0%
<i>Débites de boissons</i>	942	895	-5,0%
AUTRES ACTIVITÉS	2 376	2 321	-2,3%
<i>Santé humaine & action sociale</i>	702	708	0,9%
<i>Activités récréatives</i>	716	712	-0,6%
<i>Enseignement</i>	594	576	-3,0%
<i>Autres activités</i>	364	325	-10,7%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	47 294	43 618	-7,8%